

Septembre en lutte | Fête de l'Huma 2026

Jean-Luc Mélenchon : Jean -Luc Mélenchon. Donc là, vous avez un peu plus de place pour respirer. J 'espère qu 'on sera à la hauteur. Mais je n 'ai aucun doute là -dessus. Alors, on va parler des luttes. Tout à l 'heure, vous avez compris, Jean -Luc disait qu 'il y a un mouvement à mettre en place. Donc, la politique s 'occupe de mettre ce mouvement -là. Mais on a aussi besoin que les syndicalistes, le monde syndical, le monde des luttes aussi, montent et fassent un peu prendre la mayonnaise, entre guillemets. Il y a plein de luttes dans le pays, énormément de luttes qu 'on ne connaît pas, qu 'on ne voit pas, à part les grandes manifestations qui sont souvent à Paris. Et vous l 'avez vu, cet été a été un été particulièrement chaud, chaud, énormément d 'incendies. Et les premiers qui étaient face à ces incendies, eh bien, c 'est nos sapeurs -pompiers. D 'ailleurs, on peut les applaudir bien fort. Et on a la joie de recevoir un camarade, puisque 'il est responsable CGT d 'USDIS, des sapeurs -pompiers, à la fédération des services publics. Il est lui -même sapeur -pompier à Agen, si je ne me trompe pas. Non ? C 'est ça ? Mais tu le diras. Et eh bien, vas -y, explique -nous un petit peu ce que vous faites, parce qu 'on sait qu 'il y a une manifestation qui va bientôt arriver, une grosse manifestation, et il s 'appelle Sébastien Delavaux. Donc je vous demande de l 'applaudir bien fort.

Merci. Bonjour à tous. Vous avez vu les feux cet été ? Et vous avez vu le manque de moyens ? Il n 'y a que quelques personnes qui n 'ont pas vu le manque de moyens. C 'est les membres du gouvernement et leurs associés. Le manque de moyens, ce n 'est pas une vue de l 'esprit. On a perdu 1000 camions dédiés à la lutte contre l 'incendie entre 2004 et 2020. On avait en 1983 un avion bombardier d 'eau de plus que cette année, alors que dans le même temps, la forêt française a augmenté de 3 millions d 'hectares. Le manque de moyens, c 'est aussi l 'absence de protection de notre santé. On a distribué des millions de masques à des gens qui étaient à 15 km des feux, parce qu 'ils étaient incomodés par la fumée quand nos collègues, ils étaient face au feu et qu 'ils n 'avaient pas de protection respiratoire. Il n 'y a aussi pas que les feux. Le reste de l 'année, on fait à peu près une intervention toutes les 6 secondes. Et le délai moyen de présentation du premier engin, il est passé de 12 minutes 30 en 2014 à 15 minutes 09 en 2025. Et nous, quand on s 'engage pour être pompier, on n 'a pas envie de repeindre les ambulances en noir. Quand vous attendez des fourgons d 'incendie 40 minutes, vous avez le droit de dire qu 'il y a une rupture d 'égalité. Et sur les feux cette année, le manque de moyens, c 'est que nos collègues du Nord, ils mettent 17 heures à descendre pour traverser la France pour les renforts et qu 'on leur dit engagement direct après 17 heures de tracteur. Pour changer la donne, il nous faut de l 'argent. Il faut revoir notre modèle de sécurité civile. Il nous faut 20 000 postes de sapeurs -pompiers professionnels et des postes d 'agents techniques et incendie parce que c 'est eux qui réparent nos camions, qui s 'assurent de nos réseaux radio et qui font tourner la boutique. Si on n 'a pas les personnels administratifs et techniques, on n 'a pas de services d 'incendie et de secours. Il nous faut des engins performants pour lutter contre les incendies et pour protéger les agents. Il nous faut l 'aménagement des centres de secours pour lutter contre les maladies pour que quand on arrive avec des tenues souillées, quand on rentre dans les centres de secours, on arrive propre dans des endroits propres. Et aujourd 'hui, ce n 'est pas le cas. On a 6 150 centres de secours et on en a peut -être tout juste une trentaine qui sont aménagés conformément à la lutte contre la toxicité des fumées. C 'est d 'ailleurs pour ça qu 'on a déposé plainte pour mise en danger de la ville d 'Autrui en 2023. Alors évidemment, notre plainte, elle a été classée sans suite. Mais on a redéposé plainte avec constitution de Parti civil parce qu 'il y a des responsables. Pour embaucher des pompiers, il faut aussi que les gens puissent progresser en grade et avoir des salaires dites de ce nom parce que la fonction publique, ils ont perdu 20 % depuis 2000 en pouvoir d 'achat. Nous sommes donc en grève et nous appelons tous les pompiers en grève et tous les agents techniques depuis le 8 septembre jusqu 'au 20 octobre. Le 8 septembre, parce que c

'est là où on nous a présenté les fameux textes du Beauvau de la Sécurité civile qui nous ont plus énervé qu 'autre chose. Et le 20 octobre, parce qu 'on commencera à voter les sous au projet de loi de finances. Parce qu 'il faudra convaincre les députés et les sénateurs de voter des moyens pour que pour votre service public. Et donc le 27, le 28 et le 29, on sera au Champ de Mars et on espère que vous viendrez à notre rencontre. Et le 29, on sera d 'Hymide dans la rue avec la fonction publique.

Jean-Luc Mélenchon : Merci Sébastien. Vous l 'aurez compris, important reprenez les dates. La plus grosse journée, c 'est le 29. Et je vous invite, parce que quand on fait grève, et bien c 'est le portefeuille qui est touché. Donc je vous invite quand même à regarder. Il y a des caisses de grève et à participer aux caisses de grève. Si vous ne pouvez pas être là, physiquement, présent à côté de nos sapeurs -pompiers. Donc, donnez pour qu 'ils puissent continuer à pouvoir vivre et surtout qu 'ils puissent continuer à lutter pour éviter ce qui s 'est passé cet été. Arrêtez, vous m 'avez déconcentré. La présidente du groupe pano qui déconcentre ces... Franchement.

Merci déjà Sébastien pour ton témoignage. On voit que finalement, lutte syndicale, lutte politique, tout se rejoint et qu 'on a besoin de mener ces combats ensemble. Et évidemment, il y a ce qui se passe dans les entreprises, mais il y a aussi tout ce qui se passe dans notre société. Je vais passer maintenant la parole à Constant. Constant, tu es co -animateur du livret SGBTI. Tout l 'été a été animé notamment par des prides. Il y en aura une prochainement sur Paris. Si tu peux nous parler de ces événements, de comment on fait avancer les droits, de comment on fait avancer leur reconnaissance et évidemment de toute l 'activité que tu mènes dans ce livret.

Oui, donc vous n 'êtes pas sans savoir qu 'au mois de juin devait se tenir la marche des fiertés de Paris qui a été annulée par la préfecture de police, notamment parce que la canicule a mis à mal tout le système de santé qui est déjà totalement détruit par Emmanuel Macron et que c 'est totalement la résultante de l 'incapacité de l 'Etat à prévoir ces événements climatiques extrêmes qui sont voués à se répéter, qui a mené à l 'annulation de la marche des fiertés de Paris. Donc cette si, elle a été reportée et elle aura lieu le samedi 3 octobre. Donc je vous invite toutes et tous à vous rendre à la marche des fiertés de Paris qui a un grand moment de lutte, qui est une grande manifestation dans laquelle il est important de faire entendre nos revendications et pour lutter pour nos droits parce que sous Emmanuel Macron, les droits des personnes LGBT ont été totalement mis à mal. Il a été programmé un plan en 2023, un plan de lutte contre les discriminations qui n 'a pas du tout été respecté ou deux tiers des mesures n 'ont pas été mis en -uvre. L 'association SOS Obophobie pointe notamment que depuis l 'année dernière, il y a eu 10 % d 'augmentation des violences LGBT -phobes en France. Et selon les chiffres de la gendarmerie et de la police, on a une multiplication par trois de ces violences depuis 2016. Donc en fait, l 'augmentation de ces violences ont des impacts directs sur les personnes LGBT et sur les conditions matérielles d 'existence des personnes LGBT qui sont bien plus exposées à la précarité. Et donc, il y a des choses concrètes à faire de réinvestir dans la lutte contre les LGBT -phobies, de réinvestir dans les séances dévases d 'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle qui permet notamment d 'apprendre la lutte contre les discriminations, d 'apprendre les notions de consentement aux enfants, aux collègues et aux lycées et qui ne sont aujourd 'hui pas du tout respectés par l 'État. Évidemment, nous, on veut un grand plan de lutte contre les discriminations pour lutter contre celle -ci dans toutes les sphères de la société pour une personne LGBT, les plus compliquées d 'accéder à un travail, d 'accéder à un logement, etc., etc., des entraves dans toute la vie, dans toute la vie quotidienne, en fait, qui ont des impacts directs sur nos existences. Et donc, avec la France Insoumise, on lutte pour de nouveaux droits, notamment de nouveaux droits à l 'autodétermination des personnes, notamment des personnes trans, en voulant notamment que le changement de genre à l 'état civil soit libre et gratuit en mairie, qui est une condition sociale indispensable pour que les personnes trans ne se fassent pas discriminées à

chaque contrôle d'identité. Une autre mesure absolument essentielle, c'est de mettre fin à la mutilation qui ont lieu actuellement sur les personnes intersexes, qui sont encore bien trop banalisées en France. Et donc, un gouvernement insoumis va clairement les interdire et les sanctionner. Donc, je vous invite toutes et tous à vous rendre à la Marche des Fiertés de Paris le 3 octobre. C'est un samedi. La France Insoumise sera présente. C'est une grande lutte sociale sur laquelle il faut être largement mobilisé. Merci. Merci, Constant.

Jean-Luc Mélenchon : Alors, on a plein de jeunes, on a la rentrée scolaire, donc, tout le monde a déposé ses enfants à l'école, ceux qui ont eu la chance de rentrer parce que dans ce département -là où se trouve dans les stonnes énormément de jeunes lycéens n'ont pas de trouvées d'affectation. Il y a même des collégiens qui sont qu'on a obligé à redoubler parce qu'ils n'avaient pas de place dans un lycée et qui, de mieux pour nous parler de ces problèmes, que Sabine, qui, elle, représente l'Union des étudiants.

Bonjour à toutes et à tous. Donc oui, je suis Sabine pour l'Union des étudiants. Et l'Union des étudiants, on est le premier syndicat étudiant de France, on est présent sur tout le territoire. On est un syndicat de combat qui, là, pour défendre concrètement les intérêts des étudiants face aux attaques du gouvernement, parce que le constat qu'on fait aujourd'hui, il est clair. Les gouvernements libéraux qui se sont succédés sous Macron mènent des attaques quotidiennes contre nos conditions de vie. Et ces attaques, elles ne sont pas isolées, elles ne sont pas incidentelles. Elles s'inscrivent dans une politique de casse des services publics qui vise à faire payer aux étudiants et aux étudiantes, à faire payer aux plus précaires les choix économiques et sociaux de ces gouvernements. Donc, depuis plusieurs mois, les attaques, elles s'enchaînent. Le 1er juillet 2026, on a eu la suppression des ABL pour les étudiants étrangers. Voilà. Ça, ça s'inscrit dans une série de décisions qui sont à l'encontre des étudiants étrangers, notamment le fait de l'augmenter, d'augmenter le coût des tps de séjour pour les étudiants et les étudiantes étrangères et fait repousser sur ces étudiants le sous financement structurel de nos universités. À ces frais s'ajoutent aussi les frais cyniquement appelés Bienvenue en France qui font payer 16 fois plus cher l'inscription pour les étudiants étrangers étrangère. Et ça, c'est le projet du Rassemblement national de vouloir mettre en place la préférence nationale en France. Ces attaques, elles s'arrêtent pas là, puisque aujourd'hui, on a des discussions autour du budget de 2027 sur pour mettre en place la suppression des ABL pour 200 000 étudiants supplémentaires, comme si ce n'était déjà pas assez. Et derrière ces annonces, il y a une réalité qui est concrète. La précarité étudiante, elle explose. Ça, on l'a montré dans nos dossiers. Un étudiant sur deux peine à manger plus de trois fois par jour, un étudiant sur deux peine à se loger, un étudiant sur deux vit dans une précarité immense. Et ça, c'est dû au projet de Macron et de ses gouvernements. Alors, ce qu'on vit, c'est une politique, comme je disais, assumée, qui s'attaque progressivement aux droits et aux conditions de vie de la jeunesse. Et face à cette offensive, nous, on refuse d'être résigné. Et c'est pour ça qu'on va s'organiser ce 15 septembre, parce que le gouvernement et Macron ont peur de la jeunesse. Et ils ont bien raison d'avoir peur. Ils ont bien raison parce que quand la jeunesse se mobilise, elle fait plier des gouvernements. Parce que quand la jeunesse s'organise, on est une force politique. Alors, ce 15, partout en France, on se mobilise pour le maintien et la revalorisation des appels pour tous les étudiants et les étudiantes, pour l'abrogation des frais différenciés et plus largement pour un investissement à hauteur des besoins dans les universités. Et après le 15, qu'est-ce qu'on fait ? On continue à se mobiliser et on se syndique parce que le syndicat, c'est l'outil de tous et toutes les étudiants, pour et par les étudiants, qui nous permet de nous organiser concrètement sur nos lieux d'études, de lutter ensemble collectivement et de s'émanciper. Et enfin, je dirais que cette année, c'est la dernière année de Macron pour tout casser. Alors nous, c'est notre dernière année pour y poster de manière très forte parce que cette année, c'est eux ou nous. C'est leur projet contre notre projet. Alors on va rien laisser passer. On va contre-attaquer. On va reprendre nos fcs. Merci.

Jean-Luc Mélenchon : Merci, Sabrina. C'est effectivement eux ou nous, n'est-ce pas, Véranger ?

Les étudiants ont un rôle évidemment essentiel dans les luttes à venir parce qu'ils ont tout à gagner. Ils n'ont rien à perdre. Et surtout, on le sait, il y a des solutions qui existent. On a à parler de l'héritage, par exemple, l'histoire des au-delà de 12 millions, on prend tout pour justement le revenu d'autonomie pour les étudiants, pour qu'ils puissent étudier. Évidemment, la question de parcours sup. Bref, il y a énormément de questions sur la table. Et moi, je vais vous présenter deux personnes. Cet été, on a beaucoup parlé du climat, on a beaucoup parlé de la sécheresse, des mégafeux. Bref, mais tout ça, ce n'est pas quelque chose de nouveau. Ce n'est pas quelque chose qui est sorti de nulle part. Ça fait plus de 70 ans que différentes organisations alertent sur le dérèglement climatique, alertent sur les conséquences des pesticides, sur la santé humaine, sur le vivant. Parce que tout ça, ce n'est pas quelque chose qu'on n'aurait pas pu prédire, contrairement à ce que certains nous disent. Et surtout, c'est quelque chose avec lequel on va devoir apprendre à vivre. Et c'est des choses qu'il faut changer dans la société. Il faut changer profondément le modèle d'exploitation agricole. Il faut changer profondément notre manière de produire, notre manière de faire. Bref, il y a énormément de choses. Et pour en parler, on a Kim qui est combat Monsanto, qui a lutté contre les pesticides, contre, tu portes un t-shirt l'agent orange dont on ne parle malheureusement que trop peu. Et Hélène qui est de Génération Futures et qui elle aussi va nous parler des différentes luttes pour le climat, parce que la question climatique, la question du changement climatique, elle va être centrale, elle va être essentielle puisque il s'agit tout simplement de notre survie, mais aussi de tout simplement de la survie de l'espèce humaine, de la nature et de tout ce qui nous entoure.

Oui, cet été, on a eu chaud. On a vu les incendies, on a vu la révolte aussi par rapport à la loi du plomb et à quel point la pétition de 2 millions de signatures a été balayée d'un geste de main par le gouvernement et par la majorité de droite. Et on s'est dit, c'est pas possible. Est-ce que c'est la solution, est-ce que ça va être de mettre de la clim partout? Je ne crois pas. Et je crois qu'on est nombreux à penser que ce n'est pas la solution. On se dit qu'il faut qu'on se mobilise pour le climat, pour le vivant, pour la paix et pour la justice sociale. Et ce qu'on veut, c'est une marche qui soit aussi féministe, qui soit anti-raciste et qui soit anticoloniale. Ce qu'on veut, c'est qu'on veut qu'il y ait des solutions et ces solutions, il faut qu'on soit mobilisés et qu'on soit nombreux à se mobiliser sur le sujet. En fait, on est quelques citoyens cet été, à cet redit. On avait l'expérience, on avait participé à l'organisation de Marche Climat, on a participé à l'organisation de la mobilisation sur la loi du plomb. Et on s'est dit qu'avec la colère qui monte, il faut absolument qu'on réagisse maintenant, qu'on n'attende pas octobre, novembre que les gens aient oublié qu'ils avaient eu chaud l'été pour se mobiliser. Et donc, on a contacté des orgas qui avaient l'habitude d'organiser des Marche Climat. Je leur ai dit, désolé, mais là, on est en vacances, c'est un peu compliqué, on a pas mal de choses de prévu cet été. Et on s'est dit, mais on ne peut pas attendre. Et donc, on était quatre au début à avoir commencé à mettre en place un site et avoir invité les citoyens à se mobiliser. On a lancé un appel qui a été relayé par plusieurs médias. Et puis, peu à peu, des citoyens nous ont rejoint. On a eu une, deux, trois, quatre, cinq villes et maintenant, on est à 180 villes qui ont prévu une mobilisation. Les organisations qui étaient un petit peu sceptiques au départ, ils ont dit, bon, on va voir, on peut vous soutenir, on va voir un peu comment ça se passe. Certains nous ont dit, c'est pas notre mode d'action, mais on comprend, c'est effectivement, il faut peut-être, il faut commencer par une marche avant de commencer à bloquer, avant de commencer à désobéir. Et ils ont dit, OK, on vous rejoint aussi. Et on s'est dit, et tout d'un coup, on a vu qu'il y avait plus de 500 organisations nationales et locales qui ont signé cet appel. Évidemment, la solution, elle doit venir. Il faut qu'il y ait une mobilisation citoyenne, mais il faut que les politiques, ensuite, se saisissent des revendications qu'on va remonter pour pouvoir concrétiser tout ce qu'on demande. Et c'est pour ça qu'on a aussi invité les partis politiques à être présents. C'est les citoyens qui vont être les organisateurs et qui vont être devant. Mais on compte sur les partis politiques pour être avec nous. Et on sait quels sont

les partis politiques qui votent pour le climat, qui votent pour l'environnement et qui votent pour la justice sociale. Et on est très contents qu'Ellefi nous ait invités aujourd'hui. Effectivement, le programme d'Ellefi est très écolo et au niveau de la justice sociale, c'est un vrai programme. Et vraiment, on croise les doigts pour que les mobilisations citoyennes amènent les gens, aux gens, à se poser des questions et à trouver des vraies solutions. Et il faudrait qu'en 2027, on parle de climat, on parle du vivant, on parle de justice sociale, on parle de paix et qu'on ne parle pas de sécurité, d'immigration, de faux problèmes. Il va y avoir des marches partout en France. Et ce qu'on veut, c'est qu'à la fin des marches, on ne se dise pas c'est cool, on a marché et après on arrête. À la fin de chaque marche, dans toutes les villes, il va y avoir des assemblées citoyennes. Ces assemblées citoyennes, on invite les partis politiques à participer, on va lancer des revendications, on va les faire remonter au national et ensuite on va demander à chaque parti politique de signer et de dire, OK, vous êtes d'accord avec nous, on voudrait vous faire confiance, mais on voudrait que vous nous expliquiez aussi comment vous voulez financer ces mesures. Et ensuite, on va en parler, on va se mobiliser toute l'année jusqu'en 2027. Et en 2027, après les élections, on continuera à être là pour demander à être sûrs que le programme et ce qui a été promis soit appliqué. On sera avec les forces qui veulent le changement, mais on sera là aussi pour vous rappeler les promesses. Et donc, on compte sur vous pour mobiliser autour de vous et à rejoindre sur le site du 26 septembre, il y a des groupes locaux, rejoignez les groupes locaux, aidez, organisez, diffusez l'information et soyons nombreux dans la rue et aux côtés des pompiers, aux côtés des personnes âgées, aux côtés du personnel médical parce qu'on veut vivre. Prenez avec vous dans les manifestations des couvertures de survie pour montrer. On a vu ce qui s'est passé cet été. On veut vivre et on doit se battre ensemble pour changer la société.

Moi, je suis là pour vous parler spécifiquement du sujet des pesticides, parce que je suppose que vous n'avez pas pu passer à côté des lois du plomb et de la loi d'urgence agricole qui ont été votées récemment à l'Assemblée nationale et au Sénat. C'est un vrai scandale sur notre santé. C'est des reculs comme on n'en a jamais eu. Et donc, il est vraiment devenu urgent de se mobiliser. Il y a deux grosses dates de mobilisation qui arrivent le 3 octobre. Ce sera sur le site de Sygeneta dans l'heure à Saint-Pierre-la-Garenne. Précisément, il y a des convois qui vont partir de toute la France. Si vous ne connaissez pas Sygeneta, c'est une des plus grosses entreprises de productrices de pesticides dans la France. Nous, on veut viser les producteurs de pesticides, des armes et l'industrie. Cette manifestation est organisée principalement par les soulèvements de la terre, le cancer colère, la Confédération paysanne et le CSVPO, le collectif des victimes des pesticides de l'Ouest. Et surtout, elle aura en première ligne les travailleurs et les travailleuses agricoles parce que c'est eux les plus touchés en première ligne par cette contamination de pesticides. Et tandis qu'ils veulent nous opposer, écologistes et le monde agricole, nous, on montre que non, en réalité, c'est eux les plus touchés, on le sait bien. Et si on se bat contre les pesticides, c'est en priorité contre eux. Donc le 3 octobre, rendez-vous à Saint-Pierre-la-Garenne sur le site de Sygeneta, c'est à 1 heure de Paris, en TER, et il y a des convois qui partent de toute la France. Donc vraiment, rejoignez-nous. Et c'est pas tout, le 10 octobre, dans toutes les villes de France, il y a des mobilisations qui sont organisées contre l'omnibus pesticide. L'omnibus pesticide, c'est le projet de dérégulation européenne qui pourrait autoriser des pesticides à vie, peu importe les avancées scientifiques. On parle de substances comme le glyphosate ou l'acétamipride. Donc c'est vraiment un scandale, c'est la loi du plomb en 10 fois pire. Donc il y a vraiment urgence à se mobiliser. Ça, il y aura des mobilisations dans toute la France, les 10 et 11 octobre. On va aller sur le site de Génération Culture, sur le site de toutes les organisations partenaires, Greenpeace, la Confédération Paysanne. Il y a plein d'associations de malades également qui rejoignent la coalition contre cet omnibus. L'objectif, c'est de montrer qu'on est tous unis face à ce scandale sanitaire. Les pesticides, ça pollue notre eau, les sols, notre santé. Il faut vraiment que l'entière de ces reculs s'arrête. Donc on a vraiment besoin de vous. C'est pas parce que les reculs arrivent qu'on va lâcher l'affaire. On a fait 2 millions de

signatures. S'il en faut 15 millions pour qu'ils nous entendent, on finira par récolter 15 millions. Et surtout là, on se dit que c'est le moment de descendre dans la rue parce que ils vont bien être obligés de nous entendre à un moment.

Jean-Luc Mélenchon : Merci beaucoup, Hélène. Effectivement, dans la niche parlementaire de la France Insoumise qui aura lieu le 29 octobre, on va essayer de faire passer un texte. On va faire passer le texte qui met fin à tout ça. Donc à suivre, si vous voulez. Vous regardez, c'est la niche qui aura lieu le 29 octobre. Il y a un sujet sur lequel c'est une autre lutte. Moi, je suis heureuse d'accueillir ici un papa. En tant que maman, c'est vrai que son histoire a beaucoup touché. Je suis députée d'une circonscription où les violences policières ça parle. Ça parle énormément. Et perdre un enfant dans ces conditions, il n'y a rien de pire à mon avis. Vraiment rien de pire. On le souhaite à personne. Mais on ne peut pas dire que les violences policières n'existent pas puisque le papa de Suheil qui est mort le 4 août 2021 qui a été tué par un policier, le papa de Suheil est là pour nous parler de ce qu'il vit et ils ont créé une association là-dessus. Je pense qu'il faut qu'on soit nombreux et nombreuses à soutenir et à être présent lors d'une grande manifestation dont il va nous parler.

Bonsoir, bonjour. Si j'avais une baguette magique là, j'utiliserais pour que tout le monde s'arrête de parler parce que ce que je vais dire là c'est extrêmement important. On a parlé de manifestations en tout genre qui vont arriver et le 7 juillet dernier il y a l'Assemblée nationale qui a voté une loi, la présomption d'usage légitime de l'arme. La LFI par exemple a appelé le permis de tuer XXL. Donc c'est une loi qui va dire qu'à chaque fois qu'un policier fait usage de son arme, il sera considéré comme étant dans son bon droit. Ce qui va dire qu'à chaque fois qu'un policier va tirer il n'y aura pas d'enquête pour meurtre. Il y aura une enquête pour rechercher les causes de la mort mais c'est tout. de preuves, pas d'interrogation de témoins, pas de consultation de vidéo. Donc en fait, ça consacre l'impunité pour les policiers. Ce qui est important de dire, c'est que cette loi, elle a été portée par le gouvernement. C'est le gouvernement, c'est Laurent Nunes qui l'a présenté et qui l'a poussé. C'est une loi aujourd'hui qui va faire en sorte que nous, en tant que famille de jeune homme racisé, moi en tant que papa, je sais déjà ce que c'est et je connais déjà la difficulté de faire valoir mes droits dans une époque où la loi était différente. Je voudrais juste rappeler que lorsque mon fils a été tué en le 4 août 2021, c'était dans un carrefour, il y avait une caméra qui filmait la place, il y avait des témoins. Le policier n'a pas été placé en garde à vue, les vidéos ont disparu, les témoins n'ont pas été interrogés et tout le dossier a disparu du tribunal. Voilà comment ça se passe aujourd'hui avec 107 lois. On me dira, c'est peut-être, en fait, ça ne changera rien, mais si ça change. Parce qu'aujourd'hui, si le juge n'est pas capable de démontrer que le tir était légal, donc s'il y a un doute, c'est à mon bénéfice et il y aura un procès. Aujourd'hui, la présomption du usage légitime de l'arme, ça inverse la charge de la preuve et c'est à la famille de montrer que le combat était, que le tir était légal. Monsieur Nunes, qui ment sans arrêt, qui ment sur les familles de victimes, qui ment sur la loi, parle de réfragabilité et donc de possibilité de la renverser. On pourrait, soit dit-il, renverser cette loi si on présente une preuve. Mais comment présenter une preuve lorsqu'il n'y a pas d'enquête ? C'est impossible. Donc en fait, il y a un mensonge propagé par lui et par tous les députés qui sont inquiets, qui sont choqués qu'un policier puisse aller en garde à vue. Un policier qui va en garde à vue, qu'est-ce que c'est ? C'est un policier qui va dans le bureau de son collègue et qui dit ce qui va se passer. Et il y a 333 députés qui ont dit que ce n'était pas normal. Alors on appelle ça le permis de tuer XXL. Mais en fait, la loi parle de présomption, d'usage légitime de l'arme. Ça veut dire que toutes les armes en dotation par la police subiront la même loi. Donc en manifestation, aujourd'hui, un tir de LBD 40, un CRS qui tire avec son LBD 40, il va invoquer une loi du code pénal qui n'est pas la 435 syrien parce qu'il va essayer de faire valoir ses droits. Il y aura quand même une enquête. Si cette loi passe en manifestation, une grenade de désencerclement, un tir de LBD, le policier n'aura qu'à dire, j'ai considéré que la personnalité est dangereuse pour qu'il n'y ait pas d'enquête. Donc

on est en train de mettre aux mains de la police, au service de l'État, une arme de destruction massive qui va empêcher toute contestation. Alors jusqu'à présent, on avait déjà peur d'aller en manif, de peur de perdre un bras, un œil. Je vous demande d'imaginer que ces mêmes policiers, ces gendarmes qu'on a vus à Saint-Solines, qui ont exprimé que c'était le meilleur moment de leur vie. Quand on leur dit, vous pouvez y aller, il n'y aura aucune sanction, il n'y aura aucune conséquence à votre tir. Qu'est-ce qui va se passer ? Ça va être un carnage. Ça va être un carnage. Les jeunes hommes des cassés populaires vont être les premiers tués et les manifestants les premiers mutilés. Et ça, c'est ce que la loi annonce. Est-ce qu'aujourd'hui, la plupart des gens jusqu'aujourd'hui n'ont pas pris en compte ? J'espère que tous ceux qui sont ici ont signé la pétition. Et donc j'espère que tous ceux qui sont ici, le 20 septembre, seront à la marche pour dire au gouvernement stop, stop à la fascisation, stop à la sécurisation, à l'outrance et un retour au droit à la vie. Donc je demande à chacun d'entre vous, à chaque personne qui est là, de parler, de communiquer, de parler à sa famille, d'expliquer, d'expliquer les dangers de cette loi et les dangers que ça représente. Vous ne serez plus capables de montrer quelques positions à une décision de la gouvernement qui a en main cette arme. Alors je vous redemande de venir le 20 septembre à Paris et partout en France, le 19 et le 20, on est à plus de 70 villes qui organisent des marches pour montrer au gouvernement qu'on est là et qu'on ne laissera pas faire.

Jean-Luc Mélenchon : Merci, Sam. Merci beaucoup et t'inquiètes, nous on sera là parce qu'on sait que dans la salle, on peut perdre un enfant comme ça. Cette loi, elle a été dans le programme du père Le Pen et elle a été mise en place par le gouvernement Macron. Donc vous vous rendez compte ? Donc le rassemblement national, il est pratiquement au pouvoir. On ne peut pas laisser faire ça. Donc d'où l'importance de continuer et surtout d'être là, comme tu l'as dit, Sam, le 20 septembre.

On arrive au terme de nos échanges avec nos camarades, avec les différents intervenants. Si on a voulu organiser cette table ronde, c'était bien évidemment pour prendre conscience déjà que nous allons avoir une rentrée sociale animée avec beaucoup de rassemblements, beaucoup d'événements. Mais surtout que ce rapport de force, le rapport de force que l'on va réussir à construire dans les jours à venir vise tout d'abord à rompre avec le système existant, vise à rompre avec le capitalisme, mais aussi à faire monter le rapport de force pour la victoire en 2027. Parce que oui, lutte sociale, lutte climatique, lutte politique, tout est lié. Et on a besoin chacun des uns des autres pour se donner de la force et réussir enfin à rompre avec ce système et à gagner l'élection présidentielle de 2027. Mais disons-le aussi, l'élection présidentielle de 2027 ne sera qu'une étape puisque ça ne vous aura pas échappé. Ça ne suffira pas à prendre le pouvoir. Ça ne suffira pas à faire baisser les yeux au patronat. Alors oui, la lutte commence et la lutte devra continuer. Merci beaucoup.